

# Evolution de la Françafrique

Régis Marzin, le 5 Août 2012.  
Texte écrit pour le blog '[regardExcentrique](#)'.

## Introduction

1. Définition(s) de la Françafrique
2. Evolution topologique du réseau et des réseaux
3. Françafrique et système néocolonial
4. La perte de contrôle du système dans les années 90 et ses conséquences
5. Un système affaibli par ses excès, un début de médiatisation et une justice freinée au maximum
6. Privatisation, entreprises, compatibilité du système néocolonial et de la Françafrique avec d'autres systèmes
7. Françafrique et politique française sous la présidence de Nicolas Sarkozy
8. Démocratisation et degré de dépendance des anciennes colonies et de leurs dictatures
9. France, Afrique et Europe, ONU, OTAN, USA, Chine, Union Africaine, Afrique du Sud, ...
10. Accélération des évolutions géopolitiques depuis 2011

## Conclusion

## Introduction

L'année 2010, en ce qui concerne la relation entre le pouvoir français et les anciennes colonies françaises, s'est terminée par une crise ambivalente et ambiguë, entre signes de continuité et signes de transformation de la politique française. La guerre suite aux élections en Côte d'Ivoire est advenue juste après une année de commémoration des cinquantièmes des indépendances, marquée par l'hypocrisie et les poncifs, alors que s'accumulaient en contrepoint bilans très critiques et multiples analyses politiques. Si le soutien des autorités françaises à plusieurs dictatures du pré-carré restait très caricatural entre 2007 et 2009, que cachait ensuite cette période d'apparente inertie de 2010 ? Dès Janvier 2011, les événements d'Afrique du Nord ont réveillé le continent. Est-ce une surprise ? La Françafrique sortie de l'ombre depuis déjà plusieurs années n'a jamais été autant accusée, quand se dresse le constat du soutien des dictatures. Cependant, même quand il est question du présent, les faits évoqués renvoient souvent au passé. Le malaise a tourné au ridicule quand la chute de Ben Ali en Tunisie et de Khadafi en Libye, beaucoup de discours médiatiques ont fait comme s'il n'existait de dictateurs que des dictateurs déjà déchus, comme si ailleurs la collaboration avec les dictateurs 'amis de la France' ne perdurait pas depuis des décennies. La question de l'évolution de la Françafrique se pose d'autant plus que son histoire et son rôle sont maintenant en partie assimilés, sans doute suffisamment pour permettre un combat efficace visant à la contraindre à disparaître. L'alternance politique en France 2012 est sensée amener une redéfinition de la politique étrangère, mais les doutes persistent alors la confusion augmente sur la réalité que représente le terme de 'Françafrique'. Un bilan de l'évolution à partir d'une définition précise peut permettre de clarifier comment la fin de la 'Françafrique' peut être envisagée.

### 1. Définition(s) de la Françafrique

La définition de la Françafrique la plus citée est celle de François-Xavier Verschave dans son livre « France-Cameroun. Carrefour dangereux » (Dossier noir n° 7, p 8-9), et date de 1996 : « La Françafrique désigne une nébuleuse d'acteurs économiques, politiques et militaires, en France et en Afrique, organisée en réseaux et lobbies, et polarisée sur l'accaparement de deux rentes: les matières premières et l'aide publique au développement. La logique de cette ponction est d'interdire l'initiative hors du cercle des initiés. Le système, autodégradant, se recycle dans la criminalisation. Il est naturellement hostile à la démocratie. Le terme évoque aussi la confusion, une familiarité domestique louchant vers la privauté.» Cette définition est reprise en 1998 dans son livre qui a, par son succès, imposé le néologisme « La Françafrique, le plus long scandale de la

République » (page 175). Plus tard, François-Xavier Verschave insiste aussi sur les "trois E : Elysée, Etat-Major, Elf.", qui détiennent un pouvoir maximum. Il évoque aussi pour la décrire entre 1995 et 1998, plus d'une dizaine de réseaux et acteurs majeurs, qu'il explique en utilisant une grille de 'mots croisés' avec les réseaux verticalement, et les motivations horizontalement, grille variable en fonction du pays. Il insiste dans les réseaux sur Jacques Foccart, Jacques Chirac, et Charles Pasqua. Il a donc utilisé plusieurs manières de décrire ce qui va d'un nombre réduit d'acteurs majeurs à une « nébuleuse » d'acteurs en majorité invisible : « La Françafrique, c'est comme un iceberg. Vous avez la face du dessus, la partie émergée de l'iceberg : la France meilleure amie de l'Afrique, patrie des droits de l'homme, etc. Et puis ensuite, vous avez 90% de la relation qui est immergée : l'ensemble des mécanismes de maintien de la domination française en Afrique avec des alliés africain. » (« De la Françafrique à la Mafiafrique », page 9-10, 2004).

La définition qui intègre une partie invisible, donc délicate à décrire, est partielle, et ce que François-Xavier Verschave privilégie, c'est le récit d'un ensemble d'événements, qui définit implicitement et par déduction a posteriori la Françafrique, en suivant l'accumulation des faits, dans un ensemble géographique défini. Il s'agira également, autour de ces définitions, pour les journalistes et citoyen-ne-s, de l'association Survie qu'a dirigée Verschave, d'écrire pour agir politiquement sur un système, pour le combattre, en complétant une description historique par des enquêtes sur la période récente. Une place est laissée dans ce travail pour des procès futurs, la justice étant sensée retrouver a posteriori sa place de contre-pouvoir. Il s'agira également de travailler sur la politique de l'Etat français à transformer, comme l'élément moteur pour faire disparaître la Françafrique. Ces objectifs, relayés par les media, ont été ensuite repris par d'autres organisations de la société civile, par des partis politiques, en France et en Afrique. Ces objectifs impliquent de maîtriser la définition du terme 'Françafrique', au-delà de la description des affaires et des relations entre pays, pour comprendre l'évolution de l'objet à décrire et œuvrer à le faire disparaître.

## **2. Evolution topologique du réseau et des réseaux**

Dans le concept de Françafrique, une topologie de réseau, pour le schématiser, est sous-entendue, avec plusieurs topologies possibles pour des sous-réseaux. Le schéma relationnel initial de la Françafrique se mettant en place à partir des indépendances officielles et de 1960 correspond à une topologie en étoile autour du Président de la République et de son conseiller Jacques Foccart, impliquant des branches hiérarchiques très liées aux institutions de la République et comme corollaire, la reproduction de schémas, également centralisés, autour des présidents 'dictateurs' dans les anciennes colonies, points d'entrée du pays vers le centre. La liberté d'action des acteurs africains dosée en fonction de la gravité des choix fluidifiait et stabilisait l'ensemble. Cette topologie imitait un fonctionnement monarchique et a été bien tolérée par la République selon un consensus autour du rôle de garant d'un fonctionnement impérialiste implicite, attribué au chef de l'état, sous couvert de guerre froide. Autour de cette topologie principale primaire se sont greffées au fil des années des relations secondaires très nombreuses mais soumises aux règles et grandes décisions issues du centre, de manière contrainte ou 'en esprit'.

Les grandes affaires qui éclatent dans les années 90, l'étude du fonctionnement suite aux alternances politiques à la tête de l'Etat français dans les années 80 et 90 ont montré que le schéma avait évolué vers une hybridation de plusieurs topologies avec des arbres hiérarchisés dans les parties étatiques issues du schéma initial en étoile, une prépondérance d'un anneau d'acteurs majeurs, essentiellement selon FX Verschave, le trio Elf, Etat-Major, Elysée, et un réseau maillé très étendu incluant des fonctionnaires de l'état français, des acteurs des entreprises, des personnalités des clans au pouvoir en Afrique civiles et militaires, des mercenaires, etc... comprenant plusieurs sous-réseaux autour d'acteurs majeurs tels Chirac, Mitterrand et Pasqua, sous-réseaux mouvants et liés entre eux. Le système est décrit comme beaucoup plus ouvert sous l'effet rapide de la mondialisation et de l'ultralibéralisme, globalement beaucoup plus étendu, moins hiérarchique, avec des parties très autonomes, dont quelques-unes évoquent des dérives « mafieuses » sans que cela ne corresponde vraiment au terme.

Dans les années 2000, progressivement, ces schémas de réseaux évoluent encore, une partie semble sortir d'un système intégré pour agir en fonction de logiques autres. La partie centrale initiale de la topologie redevient beaucoup plus visible suite à ces changements, surtout à partir de 2007, et c'est, paradoxalement, de nouveau le Président de la République qui apparaît comme l'acteur principal, non pas parce qu'il agit en tant que tel par plus de décisions majeures que ses prédécesseurs, mais parce que les nombreux autres acteurs de la

Françafrique sont moins partie prenante d'un système fermé avec des fonctions reconnues comme correspondantes à l'objectif de ce système, et que les responsabilités présidentielles très stables n'ont pas évolué aussi vite que la prise de conscience et que le contexte général. Quelques pays ont progressé vers une certaine démocratie, Sénégal, Mali, Bénin, dans d'autres pays, les dictateurs ont accumulé des fortunes et du pouvoir, et une autonomie partielle, au Gabon ou au Congo-Brazzaville en particulier, ce qui modifie les relations d'interdépendance sans changer le schéma.

En 2011, ce qu'il reste de réseau subit l'influence des changements géopolitiques plus larges. Les organisations étatiques sous-régionales, plus encore que l'Union Africaine, associent en fonction de la géographie, certains pays entre eux, créant des espaces diplomatiques de plus en plus influents : Communauté Economiques des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), elle-même incluse dans la Communauté Économique États Afrique Centrale (CEEAC). Les 5 régimes dictatoriaux de la CEMAC, que sont le Tchad, La Centrafrique, le Cameroun, le Gabon et le Congo-Brazzaville, forment un bloc géographique compact, avec la Guinée Equatoriale, et leurs dirigeants se soutiennent maintenant mutuellement contre l'installation de la démocratie, ce qui a déjà modifié la topologie françafricaine.

### 3. Françafrique et système néocolonial <sup>1</sup>

La construction de la Françafrique de Foccart et de Gaule dans les années 60 s'est faite autour d'objectifs qui correspondent aux fonctions d'un néocolonialisme français, dans la continuité d'une politique impérialiste : accès garanti et à bas prix aux ressources naturelles, et en particulier énergétique, maintien d'une zone d'influence politique internationale, marché captif pour les entreprises françaises, très en lien avec la récupération et le détournement d'une aide publique au développement. Certaines nouvelles manières de faire pouvaient être considérées comme des progrès, uniquement au regard de la situation précédente, et leur perversité s'est aggravée au fil du temps. La Françafrique s'est formée autour et à l'intérieur d'un ensemble d'éléments formant initialement une structure pour le système néocolonial en Afrique. Aussi, dévoiler la Françafrique, dans sa première phase, correspond à mettre en évidence cette 'structure'.

Trois éléments forment l'essentiel de cette structure : un réseau étoilé de dictatures sous contrôle qui piègent les populations, le franc CFA qui assure une mainmise monétaire, et, les bases militaires qui permettent d'installer, de maintenir et de contrôler des pouvoirs en place, favorable aux intérêts français, contre les peuples. Les accords de défense, dont certains ont été renégociés à partir de 2009 et ratifiés à partir d'avril 2011, incluaient des clauses garantissant à la France un «approvisionnement préférentiel» et des monopoles sur des matières premières « stratégiques », clauses qui ne sont plus d'actualité. Le concept de Françafrique décrit une cartographie physique d'acteurs dans laquelle s'inscrivent des processus de décisions et d'actions. La Françafrique est ainsi un ensemble d'acteurs associés à des fonctions qui forme une structure pour un système, c'est-à-dire, pour un ensemble de relations d'interdépendance.

La structure se définit en l'absence de transparence liée au fort degré de criminalité impliquant des acteurs directs, et, indirectement, par complicité passive, le réseau des acteurs les plus proches. Le silence assure la viabilité et la durabilité. La quantité d'acteurs et le pouvoir des fonctions, telles qu'assurer des monopoles aux entreprises françaises, assurer l'approvisionnement énergétiques, garantir des flux financiers enrichissant l'ancienne métropole, ou renforcer mondialement la diplomatie française, donnent la force du système global. La Françafrique, telle qu'elle a été définie de manière assez détaillée par le récit des événements et de la participation d'acteurs, et par l'analyse de la corrélation entre les faits et des objectifs, correspond, pour beaucoup, à la structure du système néocolonial français en Afrique, une structure par laquelle se concrétisent les principales fonctions d'un système néocolonial, système abstrait défini selon une observation historique, géographique, politique et juridique.

Cependant, la structure ainsi définie s'est en partie éloignée de ses fonctions qui la rattachaient au néocolonialisme. Ce système humain et social 'à décideurs multiples', caché en raison de sa forte composante criminelle, dont le principal sous-système est pourtant hiérarchique et interne à l'Etat Français, fonctionnait

---

<sup>1</sup> Quelques éléments de réflexion utiles à la compréhension de ce paragraphe : Structuralisme, Systémique, Thermodynamique, Entropie, Théorie du chaos, Système dynamique : <http://letohubohu.free.fr/110814Referencescientifiques.htm>

très bien dans le cadre de la confrontation capitalisme-communisme, et en profitait pour se renforcer jusqu'en 1990 et juste après. Le système fermé était stable et les perturbations extérieures étaient amorties sans que la structure ou les fonctions ne soit durablement impactées. Ainsi, en 1987, le président Thomas Sankara a été assassiné dans le contexte d'un système politique intégré très stable qui n'admettait pas de contestation interne, il a été remplacé par un autre acteur-président, Blaise Compaoré, qui, lui, garantissait au système sa stabilité, et après la disparition de Thomas Sankara, le système a repris un état proche de l'état antérieur à son accession au pouvoir.

A partir des années 1990, le système néocolonial français s'est ouvert concomitamment à l'ultralibéralisme et à la mondialisation accélérée. Les apports d'énergie externes des interventions d'acteurs extérieurs à la FrancAfrique, telles que des multinationales non françaises, ont commencé à être moins amortis, par exemple dans le fait que des multinationales non françaises gagnaient des marchés, l'organisation s'est fragilisée, et ce système a évolué vers une stabilité moindre, vers plus de hasard et de complexité. Par la suite, à partir de la fin très instable des années 90, un apport d'énergie extérieure, de la part, d'une certaine 'communauté internationale', d'une justice internationale naissante ou des sociétés civiles, a été nécessaire pour restabiliser le système vers un nouvel équilibre, précaire et temporaire, dont l'état se comprend à la fois dans la vision d'un historique et d'apports extérieurs contraignants récents.

Face à un système néocolonial français devenu plus complexe, moins stable, moins soumis à des causalités déjà identifiées, la méthode d'étude basée uniquement sur l'analyse d'éléments séparés, acteurs par acteurs, affaires par affaires, pays par pays, est moins fiable puisque le système se comprend aussi globalement au travers de ses mutations successives, au-delà de la somme des interactions locales. Cependant, de l'auto-organisation interne a également pu émerger, visant à rétablir de la stabilité sous de nouvelles formes, en passant par des transitions et des phases locales pour la plupart nationales. A la fin des années 2000, les processus nationaux ont déjà pris le poids et l'autonomie nécessaires pour contrer l'influence systémique néocoloniale française, chaque pays pouvant évoluer selon sa propre direction, l'ensemble n'étant plus cohérent.

#### **4. La perte de contrôle du système dans les années 90 et ses conséquences**

Les premières fractures importantes dans le schéma en étoile autour du président de la république datent des contradictions entre des objectifs des différentes parties du réseau apparues pour la plupart pendant le premier septennat socialiste dans les années 80. Après plusieurs décennies sans alternance, une continuité de la relation francAfricaine entre pouvoir central et réseau n'a pu s'établir sans failles et contradictions. On peut y voir les prémices des scissions du réseau qui aboutissent à une nouvelle structuration de la FrancAfrique avec plusieurs réseaux correspondant à des clans des années 90: réseaux Chirac, Pasqua, Mitterrand, et autres. François-Xavier Verschave parle de « décomposition d'un système » (1998, titre de chapitre de « La FrancAfrique, le plus long scandale de la République », page 285), de « Jacques Foccart qui en 1995 croit reprendre la direction de l'usine à gaz qu'il avait conçue, omettant qu'elle ne répondait plus aux commandes » (page 286), du « réseau pyramidal de Foccart dégradé en une sorte de trame, de grille de mots croisés » (page 291) et enfin il affirme: « Ce n'est plus la République, ni même L'Elysée qui choisit et conduit la politique française en Afrique, mais une nébuleuse aléatoire d'acteurs économiques, politiques et militaires, un faisceau de réseaux polarisé sur la conservation des pouvoirs et l'extraction des rentes. » (page 296). Le pouvoir s'est déplacé pour s'adapter aux aléas des alternances politiques peu adapté aux 'affaires', en particulier pendant les cohabitations.

Ce nouveau schéma a permis le développement de parties 'mafieuses' à la marge qui ont grossi dans les années 1990 dans un contexte de corruption généralisée des dictatures claniques, autour de trafics de matières premières, de drogues et d'armes. Au niveau international, suite à la fin de la guerre froide, les divergences entre grandes puissances sur le contrôle des matières premières et le soutien des régimes politiques qui en découlait, USA et France se concurrençant en particulier, ont rendu également instable le système néocolonial français. Il y a eu une perte de contrôle de la structure francAfricaine qui n'obéissait plus à une logique suffisamment définie, et qui s'aggravait dans les alternances rapides et les cohabitations au niveau exécutif. Quand le système initial évolue sans objectifs concertés adaptés à l'époque, soit il se désagrège par zones, soit il s'ouvre sur des relations internes-externes qui rendent floues ses limites. Le désordre qui grandit ne forme

pas lui-même un autre système, le système en place s'affaiblit et libère de l'espace, disponible éventuellement pour d'autres systèmes ou autre chose.

Derrière l'exaspération des conflits militaires de la fin des années 90, dont il était partie prenante, dans les Grands Lacs, en Afrique de l'Ouest et de l'Est, le système néocolonial français s'accommodait trop peu de la triple évolution concomitante de la mondialisation, de l'ultralibéralisme, et de la disparition de la bipolarisation des deux blocs. Cette insuffisance d'accommodation à l'évolution du contexte a continué d'affaiblir progressivement le système néocolonial et la Françafrique, qui a perdu une grande partie de sa justification, à partir de là. Criminalité financière, corruption, évasion fiscale, Paradis Fiscaux et Judiciaires, souveraineté offshore, trafics de drogues, trafics pour financement de rebellions, etc... chacun de ces éléments a pu être étudié et combattu dans l'idée de l'affaiblissement de la Françafrique et des régimes dictatoriaux qui les ont incorporés. Dans les années 90, les faits poussaient à développer l'idée d'une Françafrique fortement criminelle pendant les guerres au Congo-Brazzaville, Angola, Libéria, Sierra Léone, au moment de ventes d'armes illégales dont celles venant de l'ex-URSS, d'une présence de la mafia russe en Afrique avant le ménage par le 'système Poutine' en Russie, de l'impunité en France pour des personnalités de gouvernement, de l'affaire Elf, de l'Angolagate. L'éclatement de la Yougoslavie a joué. Les guerres du pétrole au Moyen-Orient, la politique des clans Bush et des multinationales pétrolières et d'armement aux USA, les millions de morts en Irak et en Iran, rejoignaient l'apparent chaos des Grands Lacs, pour marquer la première période de l'après-guerre froide.

Si l'on souhaite distinguer des phases, la période autour des années 90, jusqu'à la guerre civile de 2002 en Côte d'Ivoire, avec la perte de contrôle, l'extension et l'ouverture dans la mondialisation, peut être présentée comme une deuxième phase de la Françafrique et du néocolonialisme. Dans cette conception, la troisième phase après 2002 mixerait des caractéristiques de la première entre structure initiale très stable et réseau d'acteurs maillé de plus en plus ouvert, puis de plus en plus restreint, agissant sous la contrainte d'une certaine normalisation.

## **5. Un système affaibli par ses excès, un début de médiatisation et une justice freinée au maximum**

Le paroxysme de la Françafrique au Rwanda entre 1990 et 1994, par le choc invisible qu'il provoque, marque à lui seul le recul d'une Françafrique à plusieurs réseaux en concurrence-association, soutenu par le silence de partis politiques, liés entre eux suite à la cohabitation entre partis de gouvernement à droite et à gauche en France pendant le génocide des Tutsi du Rwanda en 1994. Les motivations de la présidence française au Rwanda entre 1990 et 1994 restent encore très obscures, même si l'on soupçonne François Mitterrand d'avoir voulu augmenter l'influence française sur la République Démocratique du Congo pour l'accès aux matières premières. L'absence de vérité et de justice sur l'implication française dans le génocide des Tutsi du Rwanda est à partir de 1994 une épée de Damoclès au-dessus de la tête d'hommes politiques et de l'Etat-major de l'armée française, dont le poids peut parfois sembler diminuer mais reste présent.

Après la chute du mur de Berlin, et les conflits majeurs des années 90, le procès de l'affaire Elf au début des années 2000, qui sera suivi du procès de l'Angolagate, et le développement de la justice internationale, avec la Cour Pénale Internationale en particulier, reposent enfin un cadre et des limites à ne pas dépasser, par la menace que la justice représente si elle travaille librement. Une partie de l'activité de la Françafrique consiste à partir de la fin des années 90 à se protéger d'un passé qui laisse trop de traces. Se dessine avec internet et l'audiovisuel une nouvelle époque de la société de l'information moins contrôlable et influençable, dans laquelle propagande et mensonge restent possibles mais doivent être complexifiés et justifiés. Le tabou reste présent sur les aspects criminels imputables à la Françafrique et une complicité du silence se diffuse dans les compromis entre justice et raison d'Etat. La justice est freinée au maximum sans que les scandales n'aillent pour l'instant jusqu'au bout. La protection des institutions est largement comprise comme un objectif acceptable face à une vérité historique à peine dévoilée. La justice devient, dans la transformation, à la fois motrice des progrès et, secondairement, frein par réaction du système pour conserver les impunités multiples, dans une certaine opposition de l'Etat et de partis politiques contre le droit, une condition imposée par l'Etat pour la modification de la structure du système néocolonial étant la préservation de son image et de ses institutions.

La phase de perte de contrôle violente, entre 1994 et 2002, incluant un choc paroxystique, a, par contrecoup, imposé ou accéléré, une nouvelle phase d'ouverture à des forces extérieures, une implication plus forte de l'ONU dans les conflits, une implication diplomatique européenne grandissante, et la construction d'une justice internationale. La Françafrique s'est adaptée mais a dû fonctionner en partageant. Elle est devenue moins fermée, ce qui a dérégulé son fonctionnement et rendu inefficaces certains de ses sous-réseaux internes. Le système est devenu une cible plus facile pour les pressions simultanées de forces de résistances africaines et de forces extérieures, institutionnelles ou médiatiques. Depuis 2007, l'affaire des Biens Mal Acquis en France est très importante parce qu'elle touche les dictateurs étant au centre de la Françafrique du pétrole, Omar Bongo puis son fils Ali Bongo et Sassou N'Guesso. Longtemps la partie pétrolière a constitué le cœur de la Françafrique et l'affaire Elf a commencé à révéler la corruption de la classe politique française avec les risques de chantage et d'inversion dans la relation de pouvoir qui en découle, de manière croissante et pourtant secondaire. Dans les années 2000, la corruption des partis politiques et de personnalités de ces partis, visible avec l'affaire Elf a d'abord continué, puis a sans doute diminué en raison des risques, sans que l'on puisse avoir beaucoup de données sur le sujet. Cependant, le poids de la corruption n'est plus suffisant pour que l'ensemble de l'échiquier politique soit soumis au silence, ce qui enlève l'effet tabou total protégeant la Françafrique.

En dehors du flux historique principal de l'argent du pétrole du golfe de Guinée vers les grands partis de gouvernement, des dictateurs distribuent ou essaient de le faire, ponctuellement en fonction de leur besoin. Le tunisien Ben Ali avait développé des techniques spécifiques en allant jusqu'à corrompre de nombreux élus locaux en France, tout en travaillant au maximum sur l'image de son pays. Le libyen Khadafi est également suspecté, selon le site Mediapart, d'avoir donné de l'argent pour la campagne de Sarkozy en 2007. Il est difficile de deviner si d'autres révélations arriveront dans les années qui viennent. Les changements de régimes pourraient faciliter de telles révélations ; un certain suspens perdure au Gabon depuis la mort d'Omar Gabon en raison des preuves concernant les 'valises' de l'ancien chef d'état.

Les médias occidentaux et français jouent de plus en plus leur rôle contre la Françafrique en reprenant le concept ou non, en étant plus proche de la réalité même si beaucoup de chemin reste à faire. Les médias africains à partir de la fin des années 2000 se sont développés rapidement comme contre-pouvoir, très aidés par le déploiement d'internet, formant un réseau de relations motrices qui s'accumulent et dont le poids s'accroît à la mesure du potentiel libéré par la fin du silence, malgré les difficultés de la profession, financières en particulier.<sup>2</sup> Même si les pays africains sont tous très différents au niveau du développement d'une presse libre, dans la plupart de ces pays, la rapidité de circulation des informations et la multiplication des sources accélèrent les mutations sociologiques et politiques, augmentent la qualité des débats, impactant d'autant la Françafrique.

## **6. Privatisation, entreprises, compatibilité du système néocolonial et de la Françafrique avec d'autres systèmes**

D'autres acteurs et parfois systèmes ont accaparé, de gré ou de force, certaines fonctions sous-jacentes au néocolonialisme, en particulier, par la présence de certaines fonctions du système capitaliste défavorables aux parties faibles. Le piège de l'endettement, ajoutant un autre flux financier vers les pays riches, avec le rôle du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, a en particulier été bien intégré dans le fonctionnement du néocolonialisme. Les dictateurs conseillés depuis Paris ont rarement défendu correctement leurs populations contre les Institutions Financières internationales et leurs injonctions, au temps fort de la vague ultralibérale. Thomas Sankara, précurseur, avait indiqué qu'en refusant de payer la dette du Burkina Faso, il prenait un risque maximal qui pourrait le faire chuter. Même si l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE), à partir de 2005, a commencé à limiter les plus graves effets de l'endettement, la question de la dette devient aussi en enjeu de la libération des dictatures puisque cette libération met en exergue les « dettes odieuses et illégitimes ». En 2012, 3 ex-colonies françaises, la Guinée Conakry, le Tchad, et l'Union des Comores, n'ont pas atteint le point d'achèvement PPTE. À l'été 2012, une polémique se développe au Congo-Brazzaville sur le fait que le FMI, dirigé à l'époque de Dominique Strauss-Kahn, ait accepté sans sourciller de faux chiffres fournis par Sassou Nguesso pour atteindre le point d'achèvement PPTE. En Tunisie, suite au départ de Ben Ali, la société civile réclame « la suspension, l'audit et l'annulation de la part odieuse de la dette ».

<sup>2</sup> Liste de liens classés par pays sur <https://regardexcentrique.wordpress.com/2012/04/30/liens-information-et-recherche-sur-afrique/>

Entre autres, les dictateurs n'ont pas suffisamment dénoncé les Accords de Partenariats Economiques inadaptés et injustes, prônés par l'Union Européenne, ou ne sont pas battus correctement pour la souveraineté alimentaire. Ils n'ont créé et renforcé que très lentement et souvent assez hypocritement une organisation africaine capable de s'affirmer économiquement et diplomatiquement pour le bien des peuples. Dans ce contexte, la Françafrique a trouvé un terrain favorable dans l'ultralibéralisme. Une privatisation des fonctions du système néocolonial était possible, qui s'est concrétisé dans les ombreuses privatisations d'entreprises nationales des pays africains, imposées ou pas.

Côté France, des objectifs de multinationales ont progressivement remplacé des objectifs étatiques. Les objectifs coexistent et se renforcent, mais il y a eu en partie inversion du rôle moteur dans les années 90: le système néocolonial a en partie évolué de 'l'entreprise comme moyen au service' vers 'l'Etat comme moyen au service'. Longtemps après le passage au stade du capitalisme ultralibéral dans les années 80, à partir de 2007, le changement d'objectif de la politique des autorités françaises est devenu plus visible en s'assumant de manière 'décomplexée'. Entre 2007 et 2010 surtout, l'objectif affiché n'était plus de défendre un état dans la continuité de fonctions impérialistes mais de défendre les intérêts d'entreprises privées et d'actionnaires recoupant plus ou moins les intérêts d'une bourgeoisie nationale. Si les deux objectifs coexistent et se renforcent, il y a eu un moment inversion d'un rôle moteur.

Cependant, depuis fin 2010, l'instabilité politique, sécuritaire et militaire a remis l'accent sur les objectifs étatiques mais moins axés de manière caricaturale sur l'intérêt français. Quoiqu'il adienne de la Françafrique, les multinationales, à elles-seules, peuvent continuer à maintenir élevé un niveau de 'pillage' des ressources naturelles et un assèchement des finances d'un pays. L'amplitude de ce 'pillage' partagé mondialement est variable, et une étude détaillée est nécessaire en tenant compte des ressources pétrolières, minières, agricoles, des marchés des infrastructures, du transport, des services ou des télécoms. Une démocratie fragile dans une minorité de pays ne suffit pas encore à protéger ces pays, comme cela apparaît actuellement en Guinée Conakry. A partir de la crise financière de 2008, vient s'ajouter la pression sur les terres, importantes à Madagascar ou au Mali.

Entre 2007 et 2012, la relation la plus forte et visible installée grâce à la Françafrique était celle reliant Sarkozy et Bolloré. Le groupe Bolloré a gagné des positions grâce à son ami, sur les marchés des ports, du transport, de l'intégration logistique, mais, l'industriel a été amené à agir de plus en plus avec des précautions juridiques qui, récemment, l'ont éloigné des privilèges néocoloniaux. Le renversement de Gbagbo en 2011 a également profité à des entreprises françaises. Les entreprises françaises ont perdu des positions monopolistiques au fur et à mesure qu'une normalisation des relations commerciales se juxtaposait à une relation de domination. L'implantation des Petites et Moyennes Entreprises a été favorisée. L'ultralibéralisme mondialisé fait disparaître les positions des entreprises liées à l'historique d'un Etat impérialiste, et, ces mêmes entreprises accèdent aux marchés dans d'autres zones et continents, et peuvent ainsi augmenter leurs profits. La dépendance de la France par rapport aux anciennes colonies a presque disparu, en particulier sur le plan énergétique. Aréva et EDF trouvent aussi de l'Uranium au Kazakhstan ou au Canada, alors que l'économie nigérienne dépend toujours d'Aréva. Total est en Asie, en Amérique du Sud. Pour le pétrole, sans que cela ne soit satisfaisant pour les populations, les contrats des dernières années de type Contrats de Partage de Production remplacent souvent des Contrats de Concession et ces nouveaux contrats sont plus avantageux pour les pays africains. Ainsi, au Congo-Brazzaville, certaines années, le taux du Congo-Brazzaville peut atteindre les 33% du prix de vente, alors que dans les années 90, Elf a aidé Sassou N'Guesso à revenir au pouvoir par la force pour rétablir un taux de 17% que le président Lissouba avait déjà fait monter à 33%. La corruption interne au pays a en partie pris le relais d'un pillage néocolonial, même s'il subsiste beaucoup d'éléments utilisés pour les flux financiers à l'ancienne et modernisés.

A partir de 2010, la justice française commence juste à devenir capable de regarder l'action d'entreprises à l'étranger, et, sous l'effet du regard médiatique, la pression n'est plus nulle. Avec l'aide des sociétés civiles occidentales et africaines, l'écologie pourrait devenir un aiguillon pour dénoncer le comportement antisocial ou des abus des entreprises.

## **7. Françafrique et politique française sous la présidence de Nicolas Sarkozy**

En 2007, l'arrivée du nouveau Président de la République Française pouvait être interprétée comme le retour vers une certaine légitimité hors des scandales judiciaires liés au réseau Chirac, Pasqua et Mitterrand, malgré ses liens avec Pasqua en France. Depuis les grosses affaires judiciaires et le début de la médiatisation, les déconnexions internes au schéma françafricain se sont multipliées et la Françafrique se concentre de plus en plus autour des bastions les plus solides liés aux états, autour des sous-réseaux d'acteurs ayant des positions fonctionnelles légales ou admises comme telles. Après l'échec de l'annonce d'une rupture volontaire avec la Françafrique qui n'a pas paru du tout crédible entre 2007 et 2009, en raison du fort soutien affiché militairement à Déby au Tchad en 2008, et, encore plus, en raison du soutien, explicite ou implicite, aux dictateurs pendant les putschs et élections frauduleuses en 2009, en Mauritanie, Congo-Brazzaville, Gabon, et Tunisie, apparaît tout de même une certaine rupture dans la politique de l'Elysée à partir de 2010, mais plutôt sous la contrainte des événements.

Il n'y a pas de réseau Sarkozy étendu dans le sens employé avec une ancienne structuration, et en 2007 la topologie en réseaux séparés type réseaux Chirac, Pasqua, Mitterrand, était déjà définitivement terminée. Les réseaux affairistes maillés ont subsisté dans un fonctionnement plus légal, ouvert et autonome. Les émissaires occultes de la Françafrique, tel Robert Bourgi, de moins en moins occultes et toujours illégitimes, ont joué un rôle majeur, mais ce rôle trop médiatisé a été très questionné, puis leur importance a été ensuite relativisée sous l'effet des projecteurs. Nicolas Sarkozy s'est retrouvé au centre des regards pour sa responsabilité présidentielle sur la politique étrangère, mais, ce n'est pas la volonté de Nicolas Sarkozy qui a remis une topologie de la Françafrique centralisée sur le président en plus grande activité, c'est la disparition préalable et progressive du fonctionnement dans une topologie plus étendue, complexe, et trop ouverte, qui a souligné le poids de l'acteur central historique. Dans les années 90, la Françafrique s'était étendue en s'ouvrant, et dans les années 2000, l'excès d'ouverture a inversé l'effet de grossissement : la diminution de la corrélation entre actions des nouvelles zones des réseaux impliqués dans les relations entre France et Afrique, et objectifs françafricains ou néocoloniaux a amené une décomposition progressive puis un rétrécissement de la Françafrique.

Une conséquence du resserrement des activités principales de la Françafrique autour des décisions du chef de l'état a poussé la société civile se battant contre la Françafrique à se concentrer sur le rôle du gouvernement et du président accentuant involontairement un amalgame entre Françafrique et politique de l'état français en Afrique, qui se diffuse faute de connaissance ou de respect d'une définition de la Françafrique.

Quinze ans après, la fin de la guerre froide a joué enfin pleinement son rôle d'apaisement. D'entre les 3 éléments les plus marquants de la Françafrique selon Verschave: Elf, Elysées, Etat-major, la fonction présidentielle était en 2007 la moins affaiblie. L'armée française a continué de subir le contrecoup de son 'égarement' au Rwanda et a été plus surveillée, alors qu'elle a gardé son potentiel, et l'influence sur l'exécutif s'est fortement déplacé de l'armée française vers la police française, en théorie pilier du sarkozysme. La société privée Total, ayant absorbée Elf, et qui conserve des acquis du néocolonialisme, fonctionne un peu plus comme l'ensemble des multinationales dans un marché concurrentiel, avec une autre société française, Pérenco, qui s'est fait connaître. A la fin des années 2000, les mises-en-scènes des Francs-maçons paraissent obsolètes et ridicules sur internet, et cet ancien canal de diffusion françafricain n'est sans doute plus opérant que dans des espaces nationaux africains, en particulier au Gabon. Pendant le quinquennat, la francophonie est peu apparue au niveau politique, au moins une fois en Guinée Conakry sur les processus électoraux. Les services secrets se sont faits plus discrets, leurs activités ayant sans doute été de mieux en mieux maîtrisées par le gouvernement, et il en a été question dans les zones de luttes contre le terrorisme.

Le recrutement de Bernard Kouchner a permis à Sarkozy d'éviter un pourrissement et les risques d'éclatement des scandales sur le dossier le plus sensible du Rwanda, pour lequel le ministre des affaires étrangères a joué le compromis qui préservait le plus les intérêts de l'Etat, contre la vérité et la justice sur l'implication française. Du temps a été gagné face à la justice, pour finalement laisser la 'patate chaude' au successeur, en espérant qu'elle soit moins chaude, et en tout cas moins dangereuse pour les institutions. Par défaut et à défaut de vision politique, la diplomatie française s'est technicisée en se rajeunissant. Avec Bernard Kouchner, la politique française a continué de s'ouvrir sur de nouveaux terrains et plusieurs pays africains hors précarré ont été pris en compte à la limite de l'espace historique du système néocolonial: Libye, Soudan, Ethiopie, Guinée Equatoriale, Angola, Nigéria, Afrique du Sud, mais surtout République Démocratique du Congo et les autres pays des Grands Lacs, zone sensible, avec le Burundi et l'Ouganda.

De plus en plus, l'influence française se mesure au regard de l'influence d'autres puissances et des institutions internationales, dans une pensée orientée sur des sous-régions continentales : Afrique du Nord, de l'Est, du Sud, de l'Ouest, Centrale, Golfe de Guinée, mais surtout Grands Lacs ou Sahel, avec des enjeux spécifiques par zone comme celui d'Al-Qaida au Maghreb Islamique au Sahel.

Jusqu'à début 2011, les parties les plus stables de la Françafrique étaient, autour du président de la République et de ses conseillers, dont Guéant, le haut niveau de la diplomatie française, ensuite l'armée française, mais surtout les acteurs du groupe des dictatures construites avec l'aide de la Françafrique et restées sous influence. **C'est le lien inassumable avec ces dictatures qui est devenu le marqueur principal de la relation françafricaine persistante, la différenciant d'une politique de l'état normalisée, la collaboration avec des dictatures criminelles renvoyant toujours au passé marqué par l'interdépendance dans l'impunité collective.**

Les affaires des entreprises ont été considérées comme prioritaires et en juillet 2011, le premier ministre François Fillon, a voyagé en Côte-d'Ivoire et au Gabon pour obtenir des contrats et a assuré de son soutien Alassane Ouattara mis en poste grâce à l'intervention française, et Ali Bongo, élu frauduleusement en 2009 et héritier des preuves des nombreux cadeaux de son père.

Jusqu'à début 2011, le parlement français est resté globalement paralysé, malgré quelques interventions de députés téméraires des Verts ou du Parti Communiste, et cette paralysie a reflété autant la compromission persistante des grands partis politiques majoritaires, avec quelques rares exceptions au Parti Socialiste, et encore plus rare à droite, que l'incompétence et l'indifférence. Le contexte électoral français de 2012 a accéléré des tendances, obligeant les politiciens à de l'anticipation et de la transparence suite au scandale du soutien des dictatures en Tunisie.

Enfin, en France, les éléments les plus proches du fascisme qui avait trouvé une place au chaud dans les anciennes colonies se sont beaucoup depuis longtemps adaptés en transitant vers un nouveau système plus intérieur, moins militaire et plus policier. Le racisme très ancré de manière inconsciente s'est maintenu ou a augmenté en raison des manœuvres électorales, il a servi de paravent justifiant la lenteur du démantèlement du système néocolonial, et, en partie, le contrepoint sécuritaire, à cause des liens entre migrations, sous-développement et régimes politiques.

## **8. Démocratisation et degré de dépendance des anciennes colonies et de leurs dictatures**

Plus de cinquante ans après les indépendances, les anciennes colonies françaises en Afrique, qui ont toutes été insérées dans la Françafrique, sont maintenant dans des situations très hétérogènes dans leur relation aux pouvoirs français. 20 pays sont concernés: Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée Conakry, Mali, Mauritanie, Madagascar, Maroc, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie. Pour classer les relations entre ces pays et l'ancien pays colonial, deux axes d'observation sont complémentaires, celui du stade de démocratisation et de construction de l'état de droit et inversement de niveau de dictature, et celui du niveau de dépendance par rapport aux pouvoirs français. L'état variable et contrasté des pays par rapport à la qualification de 'dictature' mérite une étude détaillée selon des critères précis, tels que la date de prise du pouvoir, le type de prise de pouvoir, la durée de vie du régime, la possibilité d'alternance, l'organisation des élections et les fraudes, le passage par une guerre impliquant le régime, les crimes contre l'humanité associés au régime, les assassinats politiques, la répression des opposants, la liberté de la presse, l'état de la justice, l'état de droits, le niveau de corruption, les fortunes personnelles et Biens Mal Acquis, le sous-développement lié à l'absence de gestion rationnelle<sup>3</sup>.

La force de la dictature et l'effet sur les populations sont variés, et les pires régimes, sont, en 2011, le Tchad, le Congo-Brazzaville, le Cameroun, Djibouti et la Centrafrique. A côté de ces 5 régimes laissant les populations et les opposants dans le désespoir, progressivement « la peur change de camp » dans 3 autres dictatures, au Burkina Faso, au Gabon et au Togo. Il est maintenant parfois question, pour les optimistes au Togo et au Burkina Faso, d'amnistie des crimes du dictateur, pour accélérer son départ, quand bien même ces amnisties seraient dangereuses pour la qualité de l'état de droit à plus long terme. Les 12 autres pays sont soit

---

<sup>3</sup> Classement et étude disponible sur l'article de <http://regardexcentrique.wordpress.com> : « Relation Afrique-France : démocratisation et indépendance réelle »

relativement démocratisés, soit en processus de démocratisation, soit dans états plus difficile à qualifier. La Côte-d'Ivoire et la Mauritanie dont les régimes sont récents et non stabilisés dans un temps permettant de juger, semblent parties pour devenir des régimes de dictature, proches des 8 dictatures stables précédemment citées.

L'autonomie des dictateurs et de leurs clans par rapport aux autorités françaises est au stade actuel très variable. Malgré le sous-développement, les états se sont construits. Les clans autour des dictateurs se sont étendus sans que l'ancien 'commandement' parisien ait une influence sur ses expansions. Une corruption endogène a pris le relais d'une corruption françafricaine. Cette corruption n'épargne pas les pays les plus démocratiques. Dans les 2 pays vivant en démocratie depuis le plus longtemps, le Mali et le Sénégal, la corruption a en 2012 montré ses effets ravageurs.

Parmi les 8 dictatures stables sous influence françaises, plusieurs pays sont toujours très dépendants, ce qui les garde proches du schéma françafricain le plus classique, dans lequel le dictateur aura été surtout un homme lige qui n'aura tenu que par l'aide française, malgré une complexification et une autonomie grandissante sur la dernière période. Ce sont surtout le Cameroun, la Centrafrique, le Tchad, le Burkina Faso, et, dans une moindre mesure puisque la relation s'est dégradée depuis 2005, le Togo. A partir de 2011, ces pays subissent des critiques occidentales et même parfois françaises. Les pays s'autonomisant de plus en plus, la responsabilité de l'état français qui est engagée en raison de son rôle historique et systémique qui a permis aux dirigeants africains d'être là où ils sont aujourd'hui, est bien comprise et mise en exergue par les oppositions démocratiques confrontées à leur potentat inamovible. Le Cameroun reste très lié à la Françafrique en raison de la présence des entreprises françaises et du poids lourd et toujours très présent du tabou sur la guerre de 1955-1970 cachant les crimes de masses associant militaires camerounais et français. L'été 2011, Paul Biya au Cameroun cherche du soutien en Chine avant l'élection-mascarade présidentielle sans que cela ne le coupe de la diplomatie française. Trois autres pays, Gabon, Congo-Brazzaville, Djibouti, restent dépendants sans être dans un schéma aussi classique. Les dictateurs et leurs clans, au Gabon ou au Congo-Brazzaville, ont mis des fortunes de côté, et peuvent se permettre d'entrer un peu en conflit à Paris, de refuser des marchés et de faire jouer la concurrence internationale, par exemple chinoise, tout en restant encore dans une certaine dépendance difficile à évaluer. L'histoire du Gabon montre qu'une inversion dans la relation de domination néocoloniale est possible sous le poids des secrets d'Etats et du chantage implicite sur la corruption, mais que cette inversion reste, globalement, de faible poids sur le système, même si elle a du poids dans la relation spécifique avec ce pays. Le soutien français au dictateur Djiboutien est plus timide depuis l'assassinat du juge Borrel, et Omar Guelleh se permet de chercher, lui aussi, des soutiens et des entreprises ailleurs.

Les 8 pays de dictatures très liées à la France forme l'espace principal où continue d'évoluer la Françafrique, et le cœur du néocolonialisme français, même si d'autres pays se rattachent à cette espace géopolitique par une influence géographique, ou à cause d'une évolution trop récente hors du schéma classique. Des schémas nouveaux existent, en effet, dont, en Mauritanie où l'influence française grandit avec les récents putschistes ou à Madagascar où les combats des leaders cachent les enjeux sur les influences extérieures. Les Comores ou subsistent le contentieux de la prédation illégale de Mayotte est dans un autre schéma de dépendance spécifique, dans une pauvreté très liée à l'historique néocolonial et colonial, dépendance qui diminue en raison de relations autres, en particulier avec les pays arabes. En Afrique du Nord, l'Algérie et la Maroc possèdent chacun une forte autonomie et un lien subsiste sans intégration à un précarré, l'Algérie surtout étant dans un schéma très marqué par la guerre d'indépendance. Des pays ont récemment évolué vers une certaine démocratie : la Tunisie, la Guinée Conakry, et le Niger, ce qui les rapproche du Sénégal. Au Mali, c'est la guerre au Nord, suite à un affaiblissement dû à la corruption qui provoque une crise des institutions. La transition démocratique en Guinée Conakry s'avère courant 2011 mal engagée, et se heurte à un différent profond sur l'organisation des législatives. Au Bénin, des fraudes pendant les élections de mars 2011 montrent que la démocratisation est partout fragile.

## **9. France, Afrique et Europe, ONU, OTAN, USA, Chine, Union Africaine, Afrique du Sud, ...**

L'Europe modifie depuis plusieurs années la Françafrique, en particulier aux niveaux de l'aide publique et des processus électoraux, qui associés l'un à l'autre viennent enlever à la Françafrique une partie de son poids. Il y a des processus imitatifs au niveau européen des processus de la Françafrique, par exemple avec des personnalités comme l'ancien Commissaire au Développement Louis Michel, impliqué dans un soutien de

nature mystérieuse à la dictature togolaise. Même si le sujet n'est pas une priorité de l'Union Européenne, un rapport de force interne existe entre réformistes sans concessions et conservateurs déjà compromis, au sein de l'Union Européenne, comme en France, à propos de la politique africaine. L'expérience catastrophique de la Mission d'Observation Electorale au Togo en 2010 a montré que l'Union Européenne pouvait se compromettre au niveau politique et ses techniciens se faire instrumentalisés par des dictateurs dans une démocratisation factice, et cela s'est confirmé au Tchad en 2011. De l'aide au développement européenne est détournée au même titre que l'a été l'aide publique française depuis des décennies. Un enjeu certain existe dans l'évolution et la définition d'une politique étrangère commune pour l'Afrique. Pour l'instant, cette politique européenne pour l'Afrique, qui sort d'une période de forte influence française, semble encore balbutier, se positionne d'abord de manière libérale sur la défense d'intérêts. Mais dans l'avenir, si la politique étrangère européenne se définit, elle pourrait influencer durablement la politique française. A la suite des événements d'Afrique du Nord, le 7 juillet 2011, sur proposition de sa Commission des Affaires Etrangères, le Parlement Européen a voté une « Résolution sur les politiques extérieures de l'Union Européenne en faveur de la démocratisation » à destination de la Commission Européenne qui associe démocratie, développement et droits humains<sup>4</sup>. Cette résolution est très critique pour la Commission Européenne et la Haute Représentante de l'Union pour les Affaires Etrangères et la Politique de Sécurité, Catherine Ashton, et, le texte brise plusieurs tabous sur les égarements de la non-politique européenne en Afrique dont les origines sont a priori liées aux influences françaises. Le 13 octobre 2011, la Commission Européenne a clarifié sa politique dans le document la Commission Européenne « Accroître l'impact de la politique de développement de l'UE: un programme pour le changement ».<sup>5</sup> Suite à la confrontation avec Kadhafi en 2011, l'Europe est face à la contradiction de la responsabilité française dans le soutien aux dictatures, sensé bloquer les flux migratoires, et, qui n'est ni moralement justifiable ni durable. En 2011, la Grande-Bretagne et l'Allemagne prennent de plus en plus d'initiatives concrètes dans le pré-carré français par exemple en soutenant des journalistes ou des sociétés civiles opposés aux dictatures, mais les actions semblent encore hésitantes et dépendantes des personnalités des ambassadeurs.

De son côté, l'ONU recherche une nouvelle légitimité et met en place de nouveaux modes d'actions, par exemple au niveau droits humains. Son rôle grandit particulièrement sur les zones de tension et apparaît dans les stratégies de fin de guerre ou d'empêchement de démarrage de conflit, ou dans quelques autres pays comme le Togo. En 2010 et 2011, la RDC surtout et dans une moindre mesure la Côte d'Ivoire et le Soudan ont été des pays tests par rapport à la place des institutions internationales et de l'ONU dans la gestion des crises et des guerres. Les méthodes apparaissent théoriques et dépendantes sur le terrain du bon vouloir des acteurs nationaux et des grandes puissances. Le droit international continue à se construire, et une justice internationale avance progressivement, à partir des années 2000, avec un tabou toujours présent sur les responsabilités occidentales. La Cour Pénale Internationale est une menace de plus en plus évoquée contre les dictateurs et chefs criminels, avec en contrepoint une réaction de méfiance face à la focalisation uniquement sur les crimes des personnalités africaines.

Avec Obama, la politique américaine retrouve plus d'influence dans la zone francophone en Afrique, et devrait en prendre encore plus dans l'avenir. En 2012, la crise du Sahel autour du Mali, donne l'occasion aux USA de participer diplomatiquement et militairement comme en Libye, et les Etats-Unis en profitent pour augmenter leur coopération militaire dans cette région, par exemple avec le Sénégal ou la Guinée Conakry. La politique américaine profite parfois des contradictions des positions françaises engluées dans son passé néocolonial et dans les scandales de la Françafrique, qui n'ont pas besoin d'avoir éclaté pour être menaçants. Par ailleurs, l'état français a retrouvé une place dans la politique atlantiste et sa politique s'est fortement imprégnée des logiques atlantistes sous la présidence de Sarkozy.

La Chine a conquis des marchés importants en s'attaquant d'abord aux produits de consommation courants, puis gagne du terrain sur des marchés plus juteux comme ceux des infrastructures. Elle cherche des ressources naturelles et agit selon les règles du capitalisme. Son activité militaire est quasiment inexistante en dehors du

---

<sup>4</sup> Rapport et résolution A7-2011-0231 adoptée par le parlement, avis des commissions, débat, résultats des votes :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=REPORT&reference=A7-2011-0231&language=FR#title2>

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P7-TA-2011-0334&language=FR&ring=A7-2011-0231>

<sup>5</sup> [http://ec.europa.eu/europeaid/what/development-policies/documents/agenda\\_for\\_change\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/europeaid/what/development-policies/documents/agenda_for_change_fr.pdf)

+ Communiqué de presse de la Commission Européenne du 13 octobre 2011 « Politique de développement de l'UE: vers un plus grand impact de l'aide; une concentration des secteurs et priorité aux pays qui en ont le plus besoin », IP/11/1184 :

[http://www.eeas.europa.eu/delegations/cameroon/documents/press\\_corner/20111013\\_01\\_fr.pdf](http://www.eeas.europa.eu/delegations/cameroon/documents/press_corner/20111013_01_fr.pdf)

soutien militaire au Soudan, et il n'apparaît pas encore de véritable politique à tendance impérialiste intégrative. En 2011, la Chine intervient de plus en plus sur le terrain diplomatique pour soutenir ses activités économiques, entre autres auprès de l'Union Africaine, et propose des services économiques et financiers adaptés. En France, depuis quelques années, un discours de propagande exagérant la place de la Chine, dans des comparaisons malhonnêtes avec les activités françaises, s'est développé et signale parfois un soutien à la politique néocoloniale française. Les puissances extérieures agissent en fonctions de leurs moyens d'actions qui sont différents et interagissent entre elles. Il est probable que dans le futur une alliance entre diplomatie française, européenne, et états-unienne contre la Chine, concernant les marchés et les matières premières, devienne structurante politiquement. Alors que l'ancien modèle antisoviétique de 1960-2000 dans lequel s'inscrivait la Françafrique allait de pair avec des dictatures durables, le nouvel équilibre concurrentiel mondial pourrait impliquer que l'alliance franco-euro-américaine commence, là où elle le peut, à essayer de déplacer un curseur politique vers de la démocratisation pour se garantir des partenaires durables à long terme, sachant que les dictatures ne sont plus considérées comme aussi durables. Cela n'implique ni l'absence de concurrence interne entre alliés agissant dans le cadre du libéralisme économique sur certains objectifs, ni l'absence de relation particulière entre chaque allié et la Chine.

Les positions de l'Union Africaine sont en 2011 moins marquées par les raisonnements simples visant la stabilité des régimes dictatoriaux participants aux débats, et une diplomatie africaine commence à être plus audible malgré les contradictions et influences extérieures. Le Nigéria et l'Angola commencent à avoir des politiques étrangères qui reflètent la quantité d'argent accumulé grâce au pétrole et l'accroissement de la population. L'Afrique du Sud s'affirme économiquement et diplomatiquement, en imposant en juillet 2012 Nkosazana Dlamini-Zuma à la place de Jean Ping à la tête de la Commission de l'Union Africaine, et en s'impliquant sur le processus de résolution de la crise malgache, avec la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC).

La Françafrique, toujours en mutation, s'adapte à toutes ces différentes évolutions en s'affaiblissant d'autant, où s'affaiblit d'abord et s'accommode ensuite de nouveaux partages d'influence.

## **10. Accélération des évolutions géopolitiques depuis 2011**

Début 2011, la Tunisie, surtout, plus que l'Égypte, a servi de détonateur et de symbole d'une évolution géopolitique internationale, avec ensuite la guerre en Libye et en Syrie. L'image des dictatures a été atteinte, et l'hypocrisie internationale a reculé. Par ailleurs, les processus électoraux sont devenus un enjeu géopolitique dont l'importance augmente constamment en fonction de l'équilibre global du continent. Auparavant, déjà, dans beaucoup de pays, les enjeux s'étaient déplacés sur la question d'un pouvoir à gagner, parce que le continent avait déjà suffisamment évolué dans un sens défavorable aux régimes dictatoriaux. Bien que l'Afrique Centrale soit encore très verrouillée par les régimes dictatoriaux, et que plus globalement, cela soit très inégal d'une région à l'autre de l'Afrique, la démocratisation du continent avance pas à pas en fonction de la situation d'un pays à l'autre, lentement mais cumulativement, révélant une pression à la fois populaire intérieure et diplomatique extérieure. L'Amérique du Sud influence à moyen terme en montrant l'exemple d'un processus associant fin des dictatures et sortie d'un néocolonialisme, celui des États-Unis.

Pour la politique française, la situation au Togo en février-mars 2010 a marqué un tournant : l'opposition qui luttait contre le putsch électoral n'a pas atteint la prise de pouvoir mais a poussé le dictateur dans une situation délicate et instable. Le rapport de force est passé proche du basculement et cela a des répercussions sur la perception de la posture française par la diplomatie internationale ou les médias. Bien qu'elles se soient tenues silencieuses, pour les autorités françaises qui en 2009 avait soutenu, explicitement ou implicitement, plusieurs dictateurs, en Mauritanie, Congo-Brazzaville, Gabon, et Tunisie, un point d'inflexion a été atteint en mars 2010 au niveau des processus électoraux dans ce point d'équilibre entre clan dictatorial et démocrates au Togo, malgré la défaite des démocrates, et des enjeux majeurs ont été ainsi mis en évidence. En 2009, en essayant de soutenir des dictatures au maximum de ce qui pouvait être acceptable par les médias ou une partie de la communauté internationale attentive, les autorités françaises avaient été presque trop loin, et, pour ne pas se mettre en danger, en 2010, elles ont concédé du terrain, lâché du lest, et le silence sur le Togo en découle.

Les élections en Guinée Conakry et en Côte d'Ivoire, malgré toutes les contradictions de la politique française sur ce pays, ont servi ensuite de faire-valoir pour redorer l'image, et montrer au minimum un changement de

langage dans le sens d'un soutien à la démocratie, surtout après que Sarkozy ait remplacé Kouchner par Juppé aux Affaires Etrangères fin 2010. La crise et la guerre de 2011 en Côte d'Ivoire ont mis en évidence la difficulté de sortir d'une confrontation de plus d'une décennie, impliquant une partie influente de la Françafrique. Les populations y sont les victimes des conflits de pouvoirs qui instrumentalisent la démocratisation dans un contexte identitaire sensible. Plusieurs logiques contradictoires se rejoignent sur un même terrain : logique néocoloniale déjà très hybridée, et logique diplomatique semi-juridique en contrepoint. Les pistes ainsi se brouillent pour juger de la prégnance de la Françafrique, qui résiste dans sa violence matérielle et symbolique, tout en mutant positivement. Le gouvernement français a réussi à imposer son vainqueur sur le terrain, a protégé le Franc CFA, a gardé une force militaire pour des objectifs renouvelés, a conservé un ensemble géopolitique de plusieurs pays sous influence, mais a encore perdu de la légitimité sur les méthodes et les justifications politiques malgré un 'gain d'image' momentané superficiel. La logique atlantiste a progressé au travers de ce conflit. Armée française et Franc CFA sortent intacts de la prise de pouvoir violente de Ouattara, mais sont maintenant des enjeux plus visibles. Les critiques se sont multipliées contre la politique française et les acteurs engagés à ses côtés en Afrique. Surtout le rapport de force électoral a remis, dans un certain paradoxe, en exergue les fraudes et par ricochet le soutien factice à la démocratie qui permet, ailleurs, le maintien de dictatures, alors que la société de l'information est plus prolifique et perspicace et la censure devenue difficile.

Les politiques sont poussés à anticiper les changements de l'équilibre géopolitique et de leurs compromis, pour ne pas avoir à affronter des crises plus graves ensuite. A partir des événements de février 2011 en Tunisie, la pression populaire a été mieux prise en compte alors qu'elle ne l'était pas en 2008 lors des émeutes de la faim et de la vie chère, qui ont fait 200 morts au Cameroun sans que Biya ne soit lâché. En début de printemps 2011, la situation était très tendue au Burkina Faso, avec des manifestations étudiantes. Au Gabon et au Togo, les contestations sur les élections truquées ont redémarré. Pourtant en 2011, à Djibouti, au Tchad, au Cameroun, au Gabon, les dictateurs ont réussi encore à s'imposer avec des élections mascarades. Les élections très fraudées en République Démocratique du Congo, le 28 novembre 2011, ont été, elles, correctement critiquées de l'extérieur, et leurs résultats finalement acceptées, parce que ce pays représente un enjeu dans l'association d'une démocratisation partielle et d'une fin d'un conflit extrême.

Suite aux événements de Tunisie, Egypte, Lybie, certains discours sur les dictatures ont pris le contrepied des discours précédents, alors que les intérêts sont protégés et surtout l'image internationale défendue malgré les scandales latents. Le langage évolue dans le sens d'un soutien à la démocratie, même si les décisions manquent pour étayer. Une position de chantage dans une semi-relation de dépendance inversée, comme au Gabon, est apparu avec Khadafi sur la fin en Libye, dans la menace de révéler les financements de campagne en France, mais les enjeux sont tels que les causes du chantage ont été simplement niées et le rapport de force déplacé dans un engrenage militaire. Ailleurs, dans ce contexte des dernières années, le combat de la société civile, des journalistes, fait reculer, non sans difficultés et répression, les dictateurs sur quelques points, par exemple sur le pillage des ressources naturelles au Niger, et un peu au Gabon avec la plate-forme de la société civile Publiez-Ce-Que-Vous-Payez. Dans le nouveau contexte de 2011, certaines dictatures sont fragilisées dans les rapports de force interne peu visibles à l'extérieur, au Burkina Faso, au Togo et au Gabon.

En 2012, toutes les attentions se sont portées sur le Mali et le Sahel. Le changement de gouvernement et de président en France, signifie obligatoirement une étape de redéfinition de la politique française sans que l'on puisse bien jusqu'à quel point. Des signaux contradictoires sont visibles. Le Parti socialiste est apparu fébrile et peu compétent sur la politique africaine française pendant la campagne et jusqu'à présent. Le passage d'Ali Bongo à Paris, début Juillet 2012, a été l'occasion de fortes critiques de la société civile et de l'opposition gabonaise, qui ont su récupérer l'événement. Comme il était prévisible dès le démarrage de la guerre au Mali, les espoirs de voir le gouvernement français s'impliquer sur la démocratisation du Sahel commencent à la mi-2012 à être déçus, et cela touche particulièrement la Mauritanie, le Burkina Faso, et le Tchad. Le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, en allant discuté fin juillet 2012 du Mali au Tchad, a apporté un soutien éhonté, digne de la plus belle époque françafricaine, au pire dictateur des ex-colonies françaises, Idriss Déby. Est-ce le prix à payer pour pouvoir si besoin faire décoller des avions du Tchad ? Il n'a été question ni de droits humains, ni de démocratie, ni de dialogue avec une opposition. Le fait de ne pas donner de signal fort de soutien à la démocratie est en train de redevenir le signe de la continuité françafricaine. Les raisons sécuritaires et militaires qui semblent déjà l'emporter, pourrait casser les chances de voir se concrétiser une réforme profonde de la politique française en Afrique, quelque soit le devenir de la Françafrique.

## Conclusion

De même que la colonisation fût possible en raison des progrès techniques dans le transport et l'armement, la Françafrique de Foccart était une Françafrique de relations personnelles, une 'Françafrique du téléphone' au quotidien, et, les technologies de l'information des années 2000 rendent progressivement caduque un système basé sur des liaisons interpersonnelles non transparent. L'époque actuelle remet l'écrit à une place prépondérante : derrière le règne de l'image se cache une multitude d'écrits, d'articles de journaux, de rapports dont la circulation s'accélère pour demander des comptes et marquer des phases sur laquelle s'appuie la lente construction de l'état de droit. L'absence de développement économique empêche cette logique technologique d'agir rapidement dans les pays pauvres du Sud, mais elle agit en passant également par les pays riches.

Suite aux dernières mutations et à l'ouverture de la Françafrique dans les dernières années, une conception plus restrictive, tenant compte de son rétrécissement devient plus pertinente. La conception d'une 'nébuleuse' ou d'un 'iceberg' énoncé par François-Xavier Verschave à l'époque où le système néocolonial fonctionnait à plein régime avec le maximum d'acteurs et de fonctions intégrées, est de plus en plus obsolète. En considérant plus strictement l'ensemble plus réduits d'acteurs principaux, et le lien toujours renouvelé entre Françafrique vieillissante et politique africaine de l'état français, la poursuite du combat pour le démantèlement de la Françafrique serait facilitée, dans un accompagnement de son affaiblissement, et une reconnaissance des jalons de cette évolution.

Dans la dénonciation de la Françafrique, un rééquilibrage de l'observation des acteurs formant réseau vers l'observation des fonctions formant système, accompagné de revendications plus précises et d'un suivi, est justifié. La Françafrique perdurera comme structure active tant que perdureront des fonctions propres au néocolonialisme. L'ouverture du système néocolonial en lien avec la mondialisation économique n'a pas conduit directement à la réduction de sa structure à laquelle adhère la structure française mais provoque des disjonctions entre structure et fonctions du système conduisant à des recyclages fonctionnels des éléments de la structure, qui l'amènent, indirectement, à des seuils de désagrégation, ceux-ci étant difficilement mesurables ou observables.

La structure toujours peu visible se fragilisant progressivement, le risque d'une confusion symbolique dans la manipulation des concepts, cachant des intérêts, s'accroît avant sa fin, au fur et à mesure qu'un relais est mis en œuvre dans les mêmes espaces par des processus extérieurs au système. Dévoilement, prises de conscience, décisions de justice, évolutions du système, étant logiquement liées sont néanmoins temporellement décalés. Quand la Françafrique se désorganise, se déstructure, ce qui ne bouge pas c'est le déni historique, l'impunité accumulée, le racisme inconscient qui va avec, mais surtout les dictatures résistantes, avec leur criminalité endogène et leur misère. La responsabilité de l'état français est historiquement engagée sur l'état global de l'ensemble des régimes politiques de ses anciennes colonies. L'impunité agit comme un retardateur puissant des évolutions qui sinon auraient lieu, en figeant des relations d'interdépendances et de dominations.

Le système néocolonial français semble voué à disparaître, à partir de maintenant en quelques années, en tant que système selon sa ou ses définitions établies. Alors que la Françafrique s'affaiblit d'autant, une nouvelle politique française pour l'Afrique, vraiment orientée vers la démocratie, l'état de droit et le développement, tarde, elle, à être définie et mise en œuvre. Les enjeux les plus visibles, comme preuve d'un démantèlement futur de la Françafrique, seront un soutien à la démocratisation réelle et non pas juste d'apparence, l'émergence d'une diplomatie panafricaine autonome, la fin du Franc CFA, pour laquelle circule déjà un plan sensé aboutir en 2020, la fin des bases militaires françaises et opérations permanentes. Les évolutions les plus récentes en 2011 et 2012 montrent qu'une accélération est déjà survenue, impliquant l'anticipation des acteurs majeurs vers d'autres évolutions. Dans tous les cas, les luttes continuent en tuilage, sur des thèmes plus globaux ou particuliers, et en contrepoint de la lutte contre le système néocolonial, pour la mise en œuvre d'alternatives définies positivement, dont, la redéfinition d'une politique de l'Etat français transparente, à l'opposé du néocolonialisme et de toute impunité, selon une certaine continuité de rapports de force, et d'équilibres, qui mènent vers de nouveaux compromis et étapes.

Régis Marzin, Paris, le 5 Août 2012.